

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1990 Nr. 41

A. TITEL

*Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op internationale
koopovereenkomsten betreffende roerende zaken;
's-Gravenhage, 22 december 1986*

B. TEKST**Convention sur la loi applicable aux contrats de vente internationale de marchandises**

Les Etats Parties à la présente Convention,

Désirant unifier les règles de conflit de lois relatives aux contrats de vente internationale de marchandises,

Ayant présent à l'esprit la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, conclue à Vienne le 11 avril 1980,

Sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I**CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION****Article premier**

La présente Convention détermine la loi applicable aux contrats de vente de marchandises:

- a) lorsque les parties ont leur établissement dans des Etats différents;
- b) dans tous les autres cas où la situation donne lieu à un conflit entre les lois de différents Etats, à moins qu'un tel conflit ne résulte du seul choix par les parties de la loi applicable, même associé à la désignation d'un juge ou d'un arbitre.

Article 2

La Convention ne s'applique pas:

- a) aux ventes sur saisie ou par autorité de justice;
- b) aux ventes de valeurs mobilières, d'effets de commerce ou de monnaies; elle s'applique néanmoins aux ventes de marchandises sur documents;
- c) aux ventes de marchandises achetées pour un usage personnel, familial ou domestique; elle s'applique néanmoins si le vendeur, lors de la conclusion du contrat, n'a pas su et n'a été censé savoir que ces marchandises étaient achetées pour un tel usage.

Article 3

Aux fins de la Convention, sont considérées comme des marchandises:

**Convention on the law applicable to contracts for the international sale
of goods**

The States Parties to the present Convention,

Desiring to unify the choice of law rules relating to contracts for the international sale of goods,

Bearing in mind the United Nations Convention on contracts for the international sale of goods, concluded at Vienna on 11 April 1980,

Have agreed upon the following provisions:

CHAPTER I

SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1

This Convention determines the law applicable to contracts of sale of goods:

- a) between parties having their places of business in different States;
- b) in all other cases involving a choice between the laws of different States, unless such a choice arises solely from a stipulation by the parties as to the applicable law, even if accompanied by a choice of court or arbitration.

Article 2

The Convention does not apply to:

- a) sales by way of execution or otherwise by authority of law;
- b) sales of stocks, shares, investment securities, negotiable instruments or money; it does, however, apply to the sale of goods based on documents;
- c) sales of goods bought for personal, family or household use; it does, however, apply if the seller at the time of the conclusion of the contract neither knew nor ought to have known that the goods were bought for any such use.

Article 3

For the purposes of the Convention, "goods" includes:

- a) les navires, bateaux, aéroglisseurs et aéronefs;
- b) l'électricité.

Article 4

1. Sont réputés ventes les contrats de fourniture de marchandises à fabriquer ou à produire, à moins que la partie qui commande celles-ci n'ait à fournir une part importante des éléments matériels nécessaires à cette fabrication ou production.

2. Ne sont pas réputés ventes les contrats dans lesquels la part prépondérante de l'obligation de la partie qui fournit les marchandises consiste en une fourniture de main-d'oeuvre ou d'autres services.

Article 5

La Convention ne détermine pas la loi applicable:

- a) à la capacité des parties et aux conséquences de la nullité ou de l'invalidité du contrat résultant de l'incapacité de l'une des parties;
- b) à la question de savoir si un intermédiaire peut engager la personne pour le compte de laquelle il prétend agir ou si un organe d'une société, d'une association ou d'une personne morale peut engager cette société, association ou personne morale;
- c) au transfert de propriété; néanmoins, les matières spécifiquement mentionnées à l'article 12 sont soumises à la loi applicable à la vente en vertu de la Convention;
- d) aux effets de la vente à l'égard de toute personne autre que les parties;
- e) aux conventions d'arbitrage et d'élection de for, même lorsqu'elles sont insérées dans le contrat de vente.

Article 6

La loi désignée par la Convention s'applique même s'il s'agit de la loi d'un Etat non contractant.

CHAPITRE II

LOI APPLICABLE

SECTION 1

Détermination de la loi applicable

Article 7

1. La vente est régie par la loi choisie par les parties. L'accord des

- a) ships, vessels, boats, hovercraft and aircraft;
- b) electricity.

Article 4

1. Contracts for the supply of goods to be manufactured or produced are to be considered contracts of sale unless the party who orders the goods undertakes to supply a substantial part of the materials necessary for such manufacture or production.

2. Contracts in which the preponderant part of the obligations of the party who furnishes goods consists of the supply of labour or other services are not to be considered contracts of sale.

Article 5

The Convention does not determine the law applicable to:

- a) the capacity of the parties or the consequences of nullity or invalidity of the contract resulting from the incapacity of a party;
- b) the question whether an agent is able to bind a principal, or an organ to bind a company or body corporate or unincorporate;

c) the transfer of ownership; nevertheless, the issues specifically mentioned in Article 12 are governed by the law applicable to the contract under the Convention;

d) the effect of the sale in respect of any person other than the parties;

e) agreements on arbitration or on choice of court, even if such an agreement is embodied in the contract of sale.

Article 6

The law determined under the Convention applies whether or not it is the law of a Contracting State.

CHAPTER II

APPLICABLE LAW

SECTION 1

Determination of the applicable law

Article 7

1. A contract of sale is governed by the law chosen by the parties.

parties sur ce choix doit être exprès ou résulter clairement des termes du contrat et du comportement des parties, envisagés dans leur ensemble. Ce choix peut porter sur une partie seulement du contrat.

2. Que les parties aient ou non choisi une loi, elles peuvent convenir à tout moment de faire régir le contrat, en tout ou en partie, par une loi autre que celle qui le régissait auparavant. Toute modification quant à la détermination de la loi applicable intervenue postérieurement à la conclusion du contrat ne porte pas atteinte à la validité en la forme du contrat, ni aux droits des tiers.

Article 8

1. Dans la mesure où la loi applicable à la vente n'a pas été choisie par les parties conformément aux dispositions de l'article 7, la vente est régie par la loi de l'Etat dans lequel le vendeur a son établissement au moment de la conclusion du contrat.

2. Toutefois, la vente est régie par la loi de l'Etat dans lequel l'acheteur a son établissement au moment de la conclusion du contrat, si :

- a) des négociations ont été menées et le contrat a été conclu par les parties présentes dans cet Etat; ou
- b) le contrat prévoit expressément que le vendeur doit exécuter son obligation de livraison des marchandises dans cet Etat; ou
- c) la vente a été conclue aux conditions fixées principalement par l'acheteur et en réponse à une invitation qu'il a adressée à plusieurs personnes mises en concurrence (appel d'offres).

3. A titre exceptionnel, si, en raison de l'ensemble des circonstances, par exemple de relations d'affaires entre les parties, la vente présente des liens manifestement plus étroits avec une loi autre que celle qui serait applicable au contrat selon les paragraphes 1 ou 2, la vente est régie par cette autre loi.

4. Le paragraphe 3 ne s'applique pas lorsque, au moment de la conclusion du contrat, le vendeur et l'acheteur ont leur établissement dans des Etats qui ont fait la réserve prévue à l'article 21, paragraphe 1, alinéa b.

5. Le paragraphe 3 ne s'applique pas aux questions réglées dans la *Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises* (Vienne, 11 avril 1980) si, au moment de la conclusion du contrat, le vendeur et l'acheteur ont leur établissement dans des Etats différents qui sont tous deux Parties à cette Convention.

The parties' agreement on this choice must be express or be clearly demonstrated by the terms of the contract and the conduct of the parties, viewed in their entirety. Such a choice may be limited to a part of the contract.

2. The parties may at any time agree to subject the contract in whole or in part to a law other than that which previously governed it, whether or not the law previously governing the contract was chosen by the parties. Any change by the parties of the applicable law made after the conclusion of the contract does not prejudice its formal validity or the rights of third parties.

Article 8

1. To the extent that the law applicable to a contract of sale has not been chosen by the parties in accordance with Article 7, the contract is governed by the law of the State where the seller has his place of business at the time of conclusion of the contract.

2. However, the contract is governed by the law of the State where the buyer has his place of business at the time of conclusion of the contract, if:

- a) negotiations were conducted, and the contract concluded by and in the presence of the parties, in that State; or
- b) the contract provides expressly that the seller must perform his obligation to deliver the goods in that State; or
- c) the contract was concluded on terms determined mainly by the buyer and in response to an invitation directed by the buyer to persons invited to bid (a call for tenders).

3. By way of exception, where, in the light of the circumstances as a whole, for instance any business relations between the parties, the contract is manifestly more closely connected with a law which is not the law which would otherwise be applicable to the contract under paragraphs 1 or 2 of this Article, the contract is governed by that other law.

4. Paragraph 3 does not apply if, at the time of the conclusion of the contract, the seller and the buyer have their places of business in States having made the reservation under Article 21 paragraph 1 sub-paragraph b.

5. Paragraph 3 does not apply in respect of issues regulated in the *United Nations Convention on contracts for the international sale of goods* (Vienna, 11 April 1980) where, at the time of the conclusion of the contract, the seller and the buyer have their places of business in different States both of which are Parties to that Convention.

Article 9

La vente aux enchères ou la vente réalisée dans un marché de bourse est régie par la loi choisie par les parties conformément à l'article 7, dans la mesure où la loi de l'Etat où sont effectuées les enchères ou celle de l'Etat où se trouve la bourse n'interdit pas ce choix. En l'absence d'un tel choix ou dans la mesure où ce choix est interdit, la loi de l'Etat où sont effectuées les enchères ou celle de l'Etat où se trouve la bourse s'applique.

Article 10

1. Les questions concernant l'existence et la validité au fond du consentement des parties sur le choix de la loi applicable sont régies, lorsque ce choix répond aux conditions de l'article 7, par la loi choisie. Si d'après cette loi le choix n'est pas valable, la loi applicable à la vente est déterminée par application de l'article 8.

2. L'existence et la validité au fond du contrat de vente ou d'une disposition de celui-ci sont régies par la loi qui serait applicable en vertu de la Convention si le contrat ou la disposition était valable.

3. Toutefois, pour établir qu'elle n'a pas consenti au choix de la loi du contrat, au contrat lui-même ou à une disposition de celui-ci, une partie peut se référer à la loi de l'Etat dans lequel elle a son établissement s'il résulte des circonstances qu'il ne serait pas raisonnable d'en décider conformément à la loi désignée aux paragraphes précédents.

Article 11

1. Un contrat de vente conclu entre des personnes qui se trouvent dans un même Etat est valable quant à la forme s'il satisfait aux conditions de la loi qui le régit au fond en vertu de la Convention ou de la loi de l'Etat dans lequel il a été conclu.

2. Un contrat de vente conclu entre des personnes qui se trouvent dans des Etats différents est valable quant à la forme s'il satisfait aux conditions de la loi qui le régit au fond en vertu de la Convention ou de la loi de l'un de ces Etats.

3. Lorsque le contrat est conclu par un représentant, l'Etat auquel il doit être fait référence pour l'application des paragraphes précédents est celui où le représentant se trouve au moment où il agit.

4. Un acte juridique unilatéral relatif à une vente conclue ou à conclure est valable quant à la forme s'il satisfait aux conditions de la

Article 9

A sale by auction or on a commodity or other exchange is governed by the law chosen by the parties in accordance with Article 7 to the extent to which the law of the State where the auction takes place or the exchange is located does not prohibit such choice. Failing a choice by the parties, or to the extent that such choice is prohibited, the law of the State where the auction takes place or the exchange is located shall apply.

Article 10

1. Issues concerning the existence and material validity of the consent of the parties as to the choice of the applicable law are determined, where the choice satisfies the requirements of Article 7, by the law chosen. If under that law the choice is invalid, the law governing the contract is determined under Article 8.

2. The existence and material validity of a contract of sale, or of any term thereof, are determined by the law which under the Convention would govern the contract or term if it were valid.

3. Nevertheless, to establish that he did not consent to the choice of law, to the contract itself, or to any term thereof, a party may rely on the law of the State where he has his place of business, if in the circumstances it is not reasonable to determine that issue under the law specified in the preceding paragraphs.

Article 11

1. A contract of sale concluded between persons who are in the same State is formally valid if it satisfies the requirements either of the law which governs it under the Convention or of the law of the State where it is concluded.

2. A contract of sale concluded between persons who are in different States is formally valid if it satisfies the requirements either of the law which governs it under the Convention or of the law of one of those States.

3. Where the contract is concluded by an agent, the State in which the agent acts is the relevant State for the purposes of the preceding paragraphs.

4. An act intended to have legal effect relating to an existing or contemplated contract of sale is formally valid if it satisfies the

loi qui régit ou régirait au fond la vente en vertu de la présente Convention ou de la loi de l'Etat dans lequel cet acte est intervenu.

5. La Convention ne s'applique pas à la validité en la forme du contrat de vente, lorsque l'une des parties au contrat a son établissement, au moment de la conclusion du contrat, dans un Etat qui a fait la réserve prévue à l'article 21, paragraphe 1, alinéa c.

SECTION 2

Domaine de la loi applicable

Article 12

La loi applicable à la vente en vertu des articles 7, 8 ou 9 régit notamment:

- a) l'interprétation du contrat;
- b) les droits et obligations des parties et l'exécution du contrat;
- c) le moment à partir duquel l'acheteur a droit aux produits et aux fruits des marchandises;
- d) le moment à partir duquel l'acheteur supporte les risques relatifs aux marchandises;
- e) la validité et les effets entre les parties des clauses de réserve de propriété;
- f) les conséquences de d'inexécution du contrat, y compris les chefs de préjudice pouvant donner lieu à réparation, à l'exclusion de ce qui relève de la loi de procédure du for;
- g) les divers modes d'extinction des obligations, ainsi que les prescriptions et déchéances fondées sur l'expiration d'un délai;
- h) les conséquences de la nullité ou de l'invalidité du contrat.

Article 13

La loi de l'Etat où a lieu l'examen des marchandises s'applique, sauf clause expresse contraire, aux modalités et à la procédure de cet examen.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS GENERALES

Article 14

1. Si une partie a plus d'un établissement, l'établissement à prendre en considération est celui qui a la relation la plus étroite avec le contrat

requirements either of the law which under the Convention governs or would govern the contract, or of the law of the State where the act was done.

5. The Convention does not apply to the formal validity of a contract of sale where one of the parties to the contract has, at the time of its conclusion, his place of business in a State which has made the reservation provided for in Article 21 paragraph 1 sub-paragraph c.

SECTION 2

Scope of the applicable law

Article 12

The law applicable to a contract of sale by virtue of Articles 7, 8 or 9 governs in particular:

- a) interpretation of the contract;
- b) the rights and obligations of the parties and performance of the contract;
- c) the time at which the buyer becomes entitled to the products, fruits and income deriving from the goods;
- d) the time from which the buyer bears the risk with respect to the goods;
- e) the validity and effect as between the parties of clauses reserving title to the goods;
- f) the consequences of non-performance of the contract, including the categories of loss for which compensation may be recovered, but without prejudice to the procedural law of the forum;
- g) the various ways of extinguishing obligations, as well as prescription and limitation of actions;
- h) the consequences of nullity or invalidity of the contract.

Article 13

In the absence of an express clause to the contrary, the law of the State where inspection of the goods takes place applies to the modalities and procedural requirements for such inspection.

CHAPTER III

GENERAL PROVISIONS

Article 14

1. If a party has more than one place of business, the relevant place of business is that which has the closest relationship to the contract

et son exécution eu égard aux circonstances connues des parties ou envisagées par elles à un moment quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion du contrat.

2. Si une partie n'a pas d'établissement, sa résidence habituelle en tient lieu.

Article 15

Au sens de la Convention, le terme «loi» désigne le droit en vigueur dans un Etat, à l'exclusion des règles de conflit de lois.

Article 16

Pour l'interprétation de la Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.

Article 17

La Convention ne porte pas atteinte aux dispositions de la loi du for qui s'imposent quelle que soit la loi applicable au contrat.

Article 18

L'application d'une des lois désignées par la Convention ne peut être écartée que si cette application est manifestement incompatible avec l'ordre public.

Article 19

A l'effet de déterminer la loi applicable selon la Convention, lorsqu'un Etat comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a son propre système de droit ou ses propres règles en matière de vente de marchandises, toute référence à la loi de cet Etat sera considérée comme visant la loi en vigueur dans l'unité territoriale concernée.

Article 20

Un Etat dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres systèmes de droit ou leurs propres règles en matière de vente n'est pas tenu d'appliquer la Convention aux conflits entre les lois en vigueur dans ces unités territoriales.

and its performance, having regard to the circumstances known to or contemplated by the parties at any time before or at the conclusion of the contract.

2. If a party does not have a place of business, reference is to be made to his habitual residence.

Article 15

In the Convention “law”, means the law in force in a State other than its choice of law rules.

Article 16

In the interpretation of the Convention, regard is to be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.

Article 17

The Convention does not prevent the application of those provisions of the law of the forum that must be applied irrespective of the law that otherwise governs the contract.

Article 18

The application of a law determined by the Convention may be refused only where such application would be manifestly incompatible with public policy (*ordre public*).

Article 19

For the purpose of identifying the law applicable under the Convention, where a State comprises several territorial units each of which has its own system of law or its own rules of law in respect of contracts for the sale of goods, any reference to the law of that State is to be construed as referring to the law in force in the territorial unit in question.

Article 20

A State within which different territorial units have their own systems of law or their own rules of law in respect of contracts of sale is not bound to apply the Convention to conflicts between the laws in force in such units.

Article 21

1. Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion pourra faire la réserve:

a) qu'il n'appliquera pas la Convention dans les cas visés à l'alinéa b de l'article premier;

b) qu'il n'appliquera pas le paragraphe 3 de l'article 8, sauf lorsque aucune des parties au contrat n'a son établissement dans un Etat qui a fait la réserve prévue au présent alinéa;

c) que, dans les cas où sa législation exige que les contrats de vente soient conclus ou constatés par écrit, il n'appliquera pas la Convention à la validité en la forme du contrat, lorsque l'une des parties aura, au moment de la conclusion du contrat, son établissement sur son territoire;

d) qu'il n'appliquera pas l'alinéa g de l'article 12, en tant qu'il porte sur les prescriptions et déchéances fondées sur l'expiration d'un délai.

2. Aucune autre réserve ne sera admise.

3. Tout Etat contractant pourra à tout moment retirer une réserve qu'il aura faite; l'effet de la réserve cessera le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification du retrait.

Article 22

1. La présente Convention ne prévaut pas sur une convention ou un autre accord international conclu ou à conclure qui contient des dispositions déterminant la loi applicable en matière de vente, à condition qu'un tel instrument ne soit applicable que si le vendeur et l'acheteur ont leur établissement dans des Etats Parties à cet instrument.

2. La Convention ne prévaut pas non plus sur une convention internationale, à laquelle un Etat contractant est ou sera Partie, relative à la détermination de la loi applicable à une catégorie particulière de vente, entrant dans le champ d'application de la présente Convention.

Article 23

La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application:

a) de la *Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises* (Vienne, 11 avril 1980);

b) de la *Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises* (New York, 14 juin 1974), ni du *Protocole modifiant cette Convention* (Vienne, 11 avril 1980).

Article 21

1. Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession make any of the following reservations:

a) that it will not apply the Convention in the cases covered by sub-paragraph b of Article 1;

b) that it will not apply paragraph 3 of Article 8, except where neither party to the contract has his place of business in a State which has made a reservation provided for under this sub-paragraph;

c) that, for cases where its legislation requires contracts of sale to be concluded in or evidenced by writing, it will not apply the Convention to the formal validity of the contract, where any party has his place of business in its territory at the time of conclusion of the contract;

d) that it will not apply sub-paragraph g of Article 12 in so far as that sub-paragraph relates to prescription and limitation of actions.

2. No other reservation shall be permitted.

3. Any Contracting State may at any time withdraw a reservation which it has made; the reservation shall cease to have effect on the first day of the month following the expiration of three months after notification of the withdrawal.

Article 22

1. This Convention does not prevail over any convention or other international agreement which has been or may be entered into and which contains provisions determining the law applicable to contracts of sale, provided that such instrument applies only if the seller and buyer have their places of business in States Parties to that instrument.

2. This Convention does not prevail over any international convention to which a Contracting State is, or becomes, a Party, regulating the choice of law in regard to any particular category of contracts of sale within the scope of this Convention.

Article 23

This Convention does not prejudice the application:

a) of the *United Nations Convention on contracts for the international sale of goods* (Vienna, 11 April 1980);

b) of the *Convention on the limitation period in the international sale of goods* (New York, 14 June 1974), or the Protocol amending that Convention (Vienna, 11 April 1980).

Article 24

La Convention s'applique dans un Etat contractant aux ventes conclues après son entrée en vigueur pour cet Etat.

CHAPITRE IV

CLAUSES FINALES

Article 25

1. La Convention sera ouverte à la signature de tous les Etats.
2. La Convention pourra donner lieu à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Etats signataires.
3. La Convention sera ouverte à l'adhésion de tous les Etats qui ne sont pas signataires à partir de la date à laquelle elle sera ouverte à la signature.
4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

Article 26

1. Un Etat qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.
2. Ces déclarations seront notifiées au dépositaire et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.
3. Si un Etat ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet Etat.

Article 27

1. La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévu par l'article 25.

Article 24

The Convention applies in a Contracting State to contracts of sale concluded after its entry into force for that State.

CHAPTER IV

FINAL CLAUSES

Article 25

1. The Convention is open for signature by all States.
2. The Convention is subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.
3. The Convention is open for accession by all States which are not signatory States as from the date it is open for signature.
4. Instruments of ratification, acceptance, approval and accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

Article 26

1. If a State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.
2. Any such declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.
3. If a State makes no declaration under this Article, the Convention is to extend to all territorial units of that State.

Article 27

1. The Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of the fifth instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Article 25.

2. Par la suite, la Convention entrera en vigueur:

a) pour chaque Etat ratifiant, acceptant, approuvant ou adhérant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

b) pour les unités territoriales auxquelles la Convention a été étendue conformément à l'article 26, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification visée dans cet article.

Article 28

Pour tout Etat, Partie à la *Convention sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels*, conclue à La Haye le 15 juin 1955, qui a consenti à être lié par la présente Convention et à l'égard duquel la présente Convention est en vigueur, la présente Convention remplace ladite Convention de 1955.

Article 29

Tout Etat qui devient Partie à cette Convention après l'entrée en vigueur d'un instrument portant révision de celle-ci sera considéré comme Partie à la Convention ainsi révisée.

Article 30

1. Tout Etat Partie à la Convention pourra dénoncer celle-ci par une notification adressée par écrit au dépositaire.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification.

Article 31

Le dépositaire notifiera aux Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux Etats qui auront signé, ratifié, accepté, approuvé ou adhéré conformément aux dispositions de l'article 25:

a) les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions visées à l'article 25;

b) la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 27;

c) les déclarations mentionnées à l'article 26;

2. Thereafter the Convention shall enter into force:

a) for each State ratifying, accepting, approving or acceding to it subsequently, on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

b) for a territorial unit to which the Convention has been extended in conformity with Article 26 on the first day of the month following the expiration of three months after the notification referred to in that Article.

Article 28

For each State Party to the *Convention on the Law Applicable to International Sales of Goods*, done at The Hague on 15 June 1955, which has consented to be bound by this Convention and for which this Convention is in force, this Convention shall replace the said Convention of 1955.

Article 29

Any State which becomes a Party to this Convention after the entry into force of an instrument revising it shall be considered to be a Party to the Convention as revised.

Article 30

1. A State Party to this Convention may denounce it by a notification in writing addressed to the depositary.

2. The denunciation takes effect on the first day of the month following the expiration of three months after the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation takes effect upon the expiration of such longer period after the notification is received by the depositary.

Article 31

The depositary shall notify the States Members of the Hague Conference on Private International Law and the States which have signed, ratified, accepted, approved or acceded in accordance with Article 25, of the following:

a) the signatures and ratifications, acceptances, approvals and accessions referred to in Article 25;

b) the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 27;

c) the declarations referred to in Article 26;

- d) les réserves et le retrait des réserves prévus à l'article 21 ;
- e) les dénonciations visées à l'article 30.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 22 décembre 1986, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Session extraordinaire d'octobre 1985 ainsi qu'à tout Etat ayant participé à cette Session.

De volgende Staten hebben het Verdrag ondertekend:

Tsjechoslowakije 22 december 1986
het Koninkrijk der Nederlanden 2 februari 1990

- d) the reservations and the withdrawals of reservations referred to in Article 21;
- e) the denunciations referred to in Article 30.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE at The Hague, on the twentysecond day of December 1986, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through diplomatic channels, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law as of the date of its Extraordinary Session of October 1985, and to each State which participated in that Session.

C. VERTALING**Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op internationale koopovereenkomsten betreffende roerende zaken**

De Staten die Partij zijn bij dit Verdrag,

Verlangend eenvormige verwijzingsregels op te stellen voor internationale koopovereenkomsten betreffende roerende zaken,

Indachtig het Verdrag der Verenigde Naties inzake de internationale koop van roerende zaken, gesloten te Wenen op 11 april 1980,

Zijn overeengekomen als volgt:

HOOFDSTUK I**TOEPASSINGSGEBIED VAN HET VERDRAG****Artikel 1**

Dit Verdrag stelt het recht vast dat van toepassing is op koopovereenkomsten betreffende roerende zaken:

- a. wanneer partijen in verschillende Staten gevestigd zijn;
- b. in alle andere gevallen wanneer een keuze moet worden gedaan tussen de rechtsstelsels van verschillende Staten tenzij zulk een keuze uitsluitend het gevolg is van een rechtsaanwijzing door de partijen al of niet in verbinding met een jurisdictie- of arbitrageclausule.

Artikel 2

Het Verdrag is niet van toepassing op:

- a. een executoriale of anderszins gerechtelijke verkoop;
- b. de koop van effecten, waardepapieren of gelden; het is daarentegen wel van toepassing op de koop van roerende zaken op documenten;
- c. de koop van roerende zaken, gekocht voor persoonlijk gebruik of voor gebruik in gezin of huishouding; het is daarentegen wel van toepassing indien de verkoper ten tijde van het sluiten van de overeenkomst wist noch had behoren te weten dat de zaken voor zodanig gebruik waren gekocht.

Artikel 3

Voor de toepassing van dit Verdrag worden als roerende zaken beschouwd:

- a. zeeschepen, binnenvaartschepen, luchtkussenvaartuigen en luchtvaartuigen;
- b. elektrische energie.

Artikel 4

1. Met koopovereenkomsten staan gelijk overeenkomsten tot levering van te vervaardigen of voort te brengen roerende zaken, tenzij de partij die de zaken bestelt een merkelijk deel van de voor deze vervaardiging of voortbrenging benodigde materialen moet verschaffen.

2. Overeenkomsten waarbij het belangrijkste deel van de verplichtingen van de partij die de roerende zaken levert, bestaat uit het leveren van arbeid of het verlenen van andere diensten, worden niet als koopovereenkomsten beschouwd.

Artikel 5

Het Verdrag stelt niet vast het recht dat van toepassing is op:

- a. de bekwaamheid van partijen of op de gevolgen van nietigheid dan wel ongeldigheid van de overeenkomst als gevolg van de onbekwaamheid van een van haar;
- b. de vraag of een vertegenwoordiger zijn principaal, dan wel of een orgaan van een vennootschap, vereniging of rechtspersoon deze vennootschap, vereniging of rechtspersoon kan verbinden;
- c. de eigendomsoverdracht; de door het Verdrag voor toepassing op de koopovereenkomst aangewezen wet beheerst niettemin wél de onderwerpen uitdrukkelijk genoemd in artikel 12;
- d. de rechtsgevolgen van de koopovereenkomst ten aanzien van anderen dan de partijen;
- e. afspraken met betrekking tot arbitrage en tot aanwijzing van een bevoegde rechter, zelfs wanneer deze deel uitmaken van de koopovereenkomst.

Artikel 6

Het door dit Verdrag aangewezen recht is van toepassing ongeacht of dit het recht is van een verdragsluitende Staat.

HOOFDSTUK II

TOEPASSELIJK RECHT

AFDELING I

Vaststelling van het toepasselijke recht

Artikel 7

1. De koopovereenkomst wordt beheerst door het recht dat partijen hebben gekozen. De partijafpraak met betrekking tot rechtskeuze moet uitdrukkelijk zijn of duidelijk blijken uit de bepalingen van de overeenkomst en het gedrag van partijen in hun geheel beschouwd. De keuze mag zich beperken tot een onderdeel van de overeenkomst.

2. Partijen kunnen, ongeacht of zij een rechtskeuze hebben uitgebracht, te allen tijde overeenkomen dat de overeenkomst geheel of gedeeltelijk zal worden beheerst door een ander recht dan het recht dat de overeenkomst voordien beheerste. Wijziging door partijen in de vaststelling van het toepasselijke recht, tot stand gebracht na sluiting van de overeenkomst, doet geen afbreuk aan de formele geldigheid van de overeenkomst noch aan de rechten van derden.

Artikel 8

1. Voor zover er geen rechtskeuze door partijen overeenkomstig artikel 7 heeft plaatsgevonden, wordt de koopovereenkomst beheerst door het recht van de Staat waarin de verkoper op het ogenblik van de totstandkoming van de overeenkomst gevestigd is.

2. De overeenkomst wordt evenwel beheerst door het recht van de Staat waarin de koper op het ogenblik van de totstandkoming van de overeenkomst gevestigd is, indien:

- a. onderhandelingen in die Staat zijn gevoerd en de overeenkomst aldaar in tegenwoordigheid van partijen is gesloten; of
- b. de overeenkomst uitdrukkelijk bepaalt dat de verkoper in die Staat aan zijn verplichting tot levering van de zaken moet voldoen; of
- c. de overeenkomst is tot stand gekomen op voorwaarden hoofdzakelijk vastgesteld door de koper zulks naar aanleiding van een uitnodiging tot het doen van een aanbod gericht door de koper tot onderling mededingende verkopers (koop bij inschrijving).

3. Indien de overeenkomst in het licht van de omstandigheden als geheel – bijvoorbeeld een handelsrelatie tussen de partijen – kennelijk nauwer verbonden is met een ander recht dan dat hetwelk ingevolge het eerste of tweede lid van toepassing zou zijn, wordt zij bij wege van uitzondering beheerst door dit andere recht.

4. Het derde lid is niet van toepassing wanneer de koper en verkoper op het ogenblik van de totstandkoming van de overeenkomst gevestigd zijn in Staten die het voorbehoud van artikel 21, eerste lid, onder b, hebben gemaakt.

5. Het derde lid is niet van toepassing op onderwerpen geregeld door het Verdrag der Verenigde Naties inzake de internationale koopovereenkomsten betreffende roerende zaken (Wenen, 11 april 1980) indien de koper en verkoper op het ogenblik van de totstandkoming van de overeenkomst gevestigd zijn in verschillende Staten die beide bij dat Verdrag Partij zijn.

Artikel 9

Bij koop op een openbare veiling of op een beurs wordt de overeenkomst beheerst door het recht dat partijen overeenkomstig artikel 7 hebben gekozen voor zover het recht van de Staat waar de veiling wordt gehouden of de beurs zich bevindt deze rechtskeuze niet verbiedt. Bij gebreke van een dergelijke rechtskeuze of voor zover deze niet is toegestaan is het recht van de Staat waar de veiling wordt gehouden of de beurs zich bevindt van toepassing.

Artikel 10

1. Geschillen betreffende het bestaan en de materiële geldigheid van de overeenstemming van partijen met betrekking tot de rechtskeuze worden, wanneer deze rechtskeuze voldoet aan de vereisten van artikel 7, beheerst door het gekozen recht. Indien de rechtskeuze volgens dit recht ongeldig is, wordt de overeenkomst beheerst door het recht vastgesteld met inachtneming van artikel 8.

2. Bestaan en materiële geldigheid van de koopovereenkomst of van enige bepaling daaruit worden beheerst door het recht dat ingevolge dit Verdrag van toepassing zou zijn indien de koopovereenkomst of die bepaling geldig zou zijn.

3. Niettemin kan een partij zich voor het bewijs dat zij haar toestemming met betrekking tot de rechtskeuze, de overeenkomst zelf of enige bepaling daaruit niet heeft verleend, beroepen op het recht van de Staat waar zij is gevestigd, indien uit de omstandigheden blijkt dat het niet redelijk zou zijn deze vraag te beslissen overeenkomstig het recht aangewezen door de voorgaande leden.

Artikel 11

1. Een koopovereenkomst gesloten tussen personen die zich in dezelfde Staat bevinden, is naar de vorm geldig indien zij voldoet aan de vormvereisten van het recht dat ingevolge dit Verdrag op de

overeenkomst van toepassing is, of van het recht van de Staat waar de overeenkomst is gesloten.

2. Een koopovereenkomst gesloten tussen personen die zich in verschillende Staten bevinden, is naar de vorm geldig indien zij voldoet aan de vormvereisten van het recht dat ingevolge dit Verdrag op de overeenkomst van toepassing is of van het recht van een van die Staten.

3. Wanneer de overeenkomst is gesloten door een vertegenwoordiger, wordt onder de Staat bedoeld in de voorgaande leden verstaan de Staat waar de vertegenwoordiger zich bevindt op het tijdstip dat hij optreedt.

4. Een eenzijdige rechtshandeling die betrekking heeft op een reeds gesloten of nog te sluiten koopovereenkomst is naar de vorm geldig indien zij voldoet aan de vormvereisten van het recht dat ingevolge dit Verdrag op de overeenkomst toepasselijk is of zou zijn, of van het recht van de Staat waar die rechtshandeling is verricht.

5. Het Verdrag is niet van toepassing op de geldigheid naar de vorm van een koopovereenkomst, wanneer een van de partijen bij de overeenkomst op het tijdstip van de totstandkoming daarvan gevestigd is in een Staat die het voorbehoud van artikel 21, eerste lid, onder c, heeft gemaakt.

AFDELING 2

Werkingsomvang van het toepasselijke recht

Artikel 12

Het recht dat ingevolge de artikelen 7, 8 of 9 op de koopovereenkomst van toepassing is, beheerst in het bijzonder:

- a. de uitlegging van de overeenkomst;
- b. de rechten en verplichtingen van partijen en de tenuitvoerlegging van de overeenkomst;
- c. de vraag met ingang van welk tijdstip de koper recht heeft op de vruchten van de zaken;
- d. de vraag met ingang van welk tijdstip de zaken voor risico van de koper zijn;
- e. de geldigheid en de rechtsgevolgen, tussen partijen, van bedingen houdende eigendomsvoorbehoud;
- f. de gevolgen van niet-nakoming van de overeenkomst met inbegrip van de schadeorzaken welke grondslag voor schadevergoeding kunnen zijn, een en ander onverminderd het procesrecht van het forum;
- g. de verschillende wijzen van tenietgaan der verbintenissen, alsmede verjaring en het verval van rechten door tijdsverloop;

h. de gevolgen van nietigheid of ongeldigheid van de overeenkomst.

Artikel 13

Tenzij uitdrukkelijk anders is overeengekomen, is het recht van de Staat waar het onderzoek plaatsvindt van toepassing op de wijzen van onderzoek der zaken en op de processuele vereisten daarvoor.

HOOFDSTUK III

ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 14

1. Indien een partij op meer dan één plaats gevestigd is, wordt de vestiging die het nauwst bij de overeenkomst en de uitvoering daarvan betrokken is, in aanmerking genomen, gelet op de omstandigheden waarmee partijen bekend waren of rekening hielden op enig tijdstip voor, of bij het sluiten van de overeenkomst.

2. Indien een partij geen plaats van vestiging heeft, wordt haar gewone verblijfplaats als zodanig aangemerkt.

Artikel 15

Onder de term „recht” wordt in dit Verdrag verstaan het geldende recht van een Staat met uitsluiting van zijn verwijzingsregels.

Artikel 16

Bij de uitleg van dit Verdrag dient rekening te worden gehouden met zijn internationale karakter en met de noodzaak eenvormigheid van de toepassing te bevorderen.

Artikel 17

Het Verdrag laat onverlet de bepalingen van het recht van het forum die dienen te worden toegepast ongeacht het recht dat op de overeenkomst toepasselijk is.

Artikel 18

Van de toepassing van een door het Verdrag aangewezen recht kan slechts worden afgezien indien die toepassing kennelijk onverenigbaar zou zijn met de openbare orde.

Artikel 19

Wanneer een Staat verschillende gebiedsdelen omvat elk met een eigen rechtsstelsel of met eigen regels voor de koopovereenkomst van roerende zaken, wordt, voor de bepaling van het overeenkomstig het Verdrag toe te passen recht, iedere verwijzing naar het recht van zulk een Staat uitgelegd als een verwijzing naar het recht geldend in het betreffende gebiedsdeel.

Artikel 20

Een Staat waarbinnen verschillende gebiedsdelen eigen rechtsstelsels of eigen regels inzake de koopovereenkomst hebben, is niet gehouden het Verdrag toe te passen op conflicten tussen rechtsregels van die gebiedsdelen.

Artikel 21

1. Iedere Staat kan op het moment van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding de volgende voorbehouden maken:

a. dat hij het Verdrag niet zal toepassen in de gevallen bedoeld in artikel 1, onder b;

b. dat hij artikel 8, derde lid, niet zal toepassen tenzij geen der partijen bij de overeenkomst is gevestigd in een Staat die dit zelfde voorbehoud eveneens heeft gemaakt;

c. dat hij, in de gevallen waarin zijn wetgeving eist dat koopovereenkomsten schriftelijk worden gesloten of het bewijs daarvan in geschrifte wordt bijgebracht, het Verdrag niet zal toepassen op de formele geldigheid van de overeenkomst, wanneer een van de partijen op het ogenblik van het sluiten van de overeenkomst binnen zijn grondgebied is gevestigd;

d. dat hij onderdeel g van artikel 12 niet zal toepassen voorzover deze bepaling betrekking heeft op verjaring en verval van rechten door tijdsverloop.

2. Geen ander voorbehoud is toegelaten.

3. Iedere verdragsluitende Staat kan op ieder ogenblik een door hem gemaakt voorbehoud intrekken; het voorbehoud verliest dan zijn gelding op de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een tijdvak van drie maanden na de kennisgeving van de intrekking.

Artikel 22

1. Het Verdrag laat onverlet een verdrag dat of een andere internationale overeenkomst die reeds is of zal worden tot stand gebracht en die bepalingen bevat inzake het recht dat toepasselijk is op koopover-

eenkomsten, mits een dergelijke akte slechts toepasselijk is indien de koper en de verkoper gevestigd zijn in Staten die bij die akte Partij zijn.

2. Het Verdrag laat eveneens onverlet een internationaal Verdrag waarbij een Verdragsluitende Staat Partij is of zal worden, betreffende de aanwijzing van het toepasselijk recht op een bijzonder type koopovereenkomst vallend binnen het toepassingsgebied van dit Verdrag.

Artikel 23

Dit Verdrag doet geen afbreuk aan de toepassing:

a. van het Verdrag der Verenigde Naties inzake internationale koopovereenkomsten betreffende roerende zaken (Wenen, 11 april 1980);

b. het Verdrag betreffende de verjaring inzake de internationale koop van roerende zaken (New York, 14 juni 1974), noch van het Protocol tot wijziging van dat Verdrag (Wenen, 11 april 1980).

Artikel 24

Het Verdrag is in een Verdragsluitende Staat van toepassing op koopovereenkomsten gesloten na zijn inwerkingtreding voor die Staat.

HOOFDSTUK IV

SLOTBEPALINGEN

Artikel 25

1. Het Verdrag staat open ter ondertekening voor alle Staten.
2. Het Verdrag dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd door de Staten die ondertekenen.
3. Het Verdrag staat open voor toetreding voor alle Staten die niet ondertekenen, vanaf de datum waarop het openstaat voor ondertekening.
4. De akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding dienen te worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden, depositaris van het Verdrag.

Artikel 26

1. Een Staat die twee of meer gebiedsdelen omvat waarin verschillende rechtsstelsels van toepassing zijn op door dit Verdrag geregelde

onderwerpen, kan op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding verklaren dat dit Verdrag van toepassing is op al zijn gebiedsdelen of slechts op een of meer daarvan, en kan te allen tijde deze verklaring wijzigen door het afleggen van een nieuwe verklaring.

2. Deze verklaringen worden ter kennis gebracht van de depositaris en geven uitdrukkelijk de gebiedsdelen aan waarop het Verdrag van toepassing is.

3. Indien een Staat geen verklaring ingevolge dit artikel heeft afgelegd, is het Verdrag op het gehele grondgebied van die Staat toepasselijk.

Artikel 27

1. Het Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een tijdvak van drie maanden na de nederlegging van de vijfde akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding voorzien in artikel 25.

2. Vervolgens treedt het Verdrag in werking:

a. voor iedere Staat die het daarna bekrachtigt, aanvaardt, goedkeurt of er toe toetreedt, op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een tijdvak van drie maanden na de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding;

b. voor de gebiedsdelen waartoe het Verdrag is uitgebreid overeenkomstig artikel 26, de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een tijdvak van drie maanden na de kennisgeving bedoeld in dat artikel.

Artikel 28

Voor iedere Staat, die Partij is bij het Verdrag betreffende het recht dat toepasselijk is op internationale koopovereenkomsten betreffende roerende zaken, gesloten te 's-Gravenhage op 15 juni 1955, die er in heeft toegestemd door dit Verdrag te worden gebonden en voor welke Staat het onderhavige Verdrag in werking is, vervangt het onderhavige Verdrag genoemd Verdrag van 1955.

Artikel 29

Iedere Staat die Partij wordt bij dit Verdrag na de inwerkingtreding van een akte tot wijziging van dit Verdrag, zal worden beschouwd Partij te zijn bij het Verdrag zoals gewijzigd.

Artikel 30

1. Iedere Staat die Partij is bij dit Verdrag kan het opzeggen door een schriftelijke kennisgeving gericht aan de depositaris.

2. De opzegging wordt van kracht op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een tijdvak van drie maanden na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de depositaris. Wanneer een langer tijdvak voor het van kracht worden van de opzegging is vermeld in de kennisgeving, wordt de opzegging van kracht op het moment van het verstrijken van het bedoelde tijdvak na de datum van ontvangst van de kennisgeving.

Artikel 31

De depositaris stelt de Lid-Staten van de Haagse Conferentie voor Internationaal privaatrecht en de Staten die hebben ondertekend, bekrachtigd, aanvaard, goedgekeurd of zijn toegetreden overeenkomstig de bepalingen van artikel 25, in kennis van:

- a. de ondertekeningen, bekrachtigingen, aanvaardingen, goedkeuringen en toetredingen bedoeld in artikel 25;
- b. de datum waarop het Verdrag in werking treedt overeenkomstig artikel 27;
- c. de verklaringen, bedoeld in artikel 26;
- d. de voorbehouden en de intrekking van voorbehouden, bedoeld in artikel 21;
- e. de opzeggingen, bedoeld in artikel 30.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN te 's-Gravenhage, op 22 december 1986, in de Franse en de Engelse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk gezaghebbend, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in het archief van de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en waarvan een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift langs diplomatieke weg zal worden gezonden aan elk der Staten die Lid waren van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht tijdens de Buitengewone Zitting in oktober 1985, alsmede aan iedere Staat die deelgenomen heeft aan die Zitting.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 20 van dit Tractatenblad)

D. PARLEMENT

Het Verdrag behoeft ingevolge artikel 91 van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens het Koninkrijk aan het Verdrag kan worden gebonden.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van het Verdrag is voorzien in artikel 25, tweede lid.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen ingevolge artikel 27, eerste lid, in werking treden op de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van drie maanden na de nederlegging van de vijfde akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

J. GEGEVENS

De tekst van het onderhavige Verdrag is opgesteld tijdens de van 14 tot en met 30 oktober 1985 te 's-Gravenhage gehouden Buitengewone Zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht.

Van het op 31 oktober 1951 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Statuut van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1953, 80; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1984, 141.

Van het op 15 juni 1955 te 's-Gravenhage tot stand gekomen verdrag betreffende het recht dat toepasselijk is op internationale koopovereenkomsten betreffende roerende zaken, naar welk Verdrag in artikel 28 van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1955, 83; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1973, 68.

Van het op 11 april 1980 te Wenen tot stand gekomen Verdrag der Verenigde Naties inzake internationale koopovereenkomsten betreffende roerende zaken, naar welk Verdrag onder meer in artikel 8 van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1981, 184 en de vertaling in *Trb.* 1986, 61.

Bij het op 14 juni 1974 te New York tot stand gekomen Verdrag inzake de verjaring bij internationale koop van roerende zaken en bij het Protocol van 11 april 1980 tot wijziging van het Verdrag, naar welke akten in artikel 23 van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, is het Koninkrijk der Nederlanden niet partij.

Uitgegeven de *vijftiende* maart 1990.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

H. VAN DEN BROEK